



Novembre 2025

Faits saillants politiques et énergétiques

- **29 octobre:** Le Conseil du trésor annonce un moratoire sur toutes les décisions financières à venir du gouvernement concernant les programmes de subvention, créant des spéculations sur l'état des finances publiques.
- **30 octobre:** Le ministre du Travail, Jean Boulet, dépose le projet de loi 3, qui vise à moderniser la gouvernance syndicale au Québec.
- **2 novembre:** L'ex-ministre fédérale Soraya Martinez Ferrada est élue mairesse de Montréal lors des élections municipales.
- **6 novembre:** Lionel Carmant, alors ministre délégué aux Services sociaux et cofondateur de la CAQ, annonce sa décision de quitter le caucus gouvernemental dans le contexte de la controverse de la Loi 2. Quelques jours plus tard, la députée de Laporte, Isabelle Poulet, est exclue du parti après qu'il fut révélé qu'elle a approché le Parti libéral du Québec.
- **15 novembre:** Le chef du Parti Québécois, Paul St-Pierre Plamondon, annonce qu'un éventuel Québec souverain aurait sa propre monnaie, après une période de transition de 10 ans.
- **17 novembre:** Une étude révèle que l'acceptabilité sociale des activités minières est plus faible au Québec que partout ailleurs au Canada, alors que le gouvernement du Québec souhaite accélérer le développement de cette industrie.
- **18 novembre:** Les Libéraux du Québec sont plongés dans une grande tourmente alors que le chef du parti, Pablo Rodriguez, est contraint d'exclure du caucus libéral sa cheffe parlementaire et vedette médiatique, Marwah Rizqy, après que Mme Rizqy ait congédié sa cheffe de cabinet pour des raisons secrètes.
- **25 novembre:** Le ministre des Finances, Éric Girard, présente une mise à jour économique, dans laquelle il annonce des mesures pour protéger le pouvoir d'achat des Québécois, ainsi qu'un soutien ciblé à certains secteurs industriels touchés par le contexte tarifaire actuel.
- **Dernier sondage (Léger – 12 novembre 2025):** Parti Québécois : 32 %, Parti libéral du Québec: 27 %, Coalition Avenir Québec: 17 %, Parti conservateur du Québec: 14 %, Québec solidaire: 8 %.

SURVOL POLITIQUE

Le nouvel élan que tente d'insuffler le premier ministre Legault à son gouvernement ne semble pas donner, pour le moment, les résultats escomptés. Dans les dernières semaines, une série de sondages ont révélé que les intentions de vote envers la CAQ stagnaient toujours aux alentours de 15%, loin derrière les libéraux (+/- 27%) et le Parti Québécois (+/-

32%). Ces mêmes sondages indiquent aussi que le gouvernement est en train de perdre la bataille de l'opinion publique concernant la controversée Loi 2, qui vient revoir le mode de rémunération des médecins, adoptée sous bâillon il y a quelques semaines, causant la colère d'une large partie de la communauté médicale québécoise.

Le premier ministre a aussi eu l'occasion de présenter sa « nouvelle vision économique », une intention annoncée en septembre dernier, le 10 novembre dernier. Intitulée « Le pouvoir québécois », cette nouvelle vision s'articule autour de quatre grands axes afin d'accélérer le développement économique du Québec, bien que ces chantiers ne s'éloignent pas vraiment des orientations gouvernementales des dernières années :

1. Miser sur une augmentation massive de la production d'énergie renouvelable, en concordance avec le Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec.
2. Améliorer l'efficacité de l'État et sa flexibilité dans le but d'accélérer le développement de grands projets économiques.
3. Améliorer le climat d'affaires dans le but de permettre aux entreprises du Québec de croître et de développer de nouveaux marchés.
4. Saisir les opportunités économiques associées aux industries de la défense et des minéraux critiques et stratégiques.

À cette occasion, François Legault a annoncé qu'un projet de loi visant à accélérer le développement de projet énergétique et économique, une version québécoise de la Loi C-5 au palier fédéral, serait présenté sous peu.

Enfin, le gouvernement du Québec a annoncé qu'il présenterait une mise à jour économique le 25 novembre prochain. Cette mise à jour s'inscrit dans un contexte d'incertitude concernant les finances publiques et devrait donner le ton pour le budget qui sera présenté en mars 2026.

HYDRO-QUÉBEC & PRODUCTION ÉLECTRIQUE NATIONALE

Christine Fréchette met en garde le gouvernement Wakeham

Ça sera la ministre de l'Énergie, Christine Fréchette, qui sera responsable de renégocier l'accord entourant le complexe de Churchill Falls, si ce dernier venait à être renégocié par le gouvernement conservateur de Tony Wakeham, à Terre-Neuve-et-Labrador (TNL).

- La ministre a toutefois servi un avertissement à M. Wakeham : en cas de réouverture de l'entente provisoire de 2024, Québec aura aussi une liste de demande bonifiée envers TNL.
- L'élection de M. Wakeham a ajouté une couche d'incertitude sur l'avenir de l'entente. Ce dernier souhaite la soumettre à un référendum, ce qui placerait le Québec dans une position délicate, considérant toute l'importance que signifie le complexe de Churchill Falls pour l'approvisionnement actuel et futur de la province.

Hydro-Québec importe déjà de grandes quantités d'électricité des États-Unis

La combinaison des faibles réserves d'eau dans les réservoirs des barrages et le temps froid du début de novembre a obligé Hydro-Québec à importer d'importantes quantités d'électricité des États-Unis. 800 mégawatts d'électricité ont été importés dans la journée du 12 novembre, soit 6% de la consommation globale de la province.

- Pour l'année 2025, les importations d'Hydro-Québec ont connu une hausse de 96% sur l'année précédente pour se situer à 4,8 térawattheures, pour un coût total de 330 millions de dollars.
- La société d'État demeure rassurante, en indiquant que les importations font partie de son modèle d'affaires et qu'il arrive d'importer en raison « d'opportunités commerciales intéressantes ».

Le coût pour exporter de l'électricité vers les États-Unis gonfle de 1 milliard de dollars

La facture d'Hydro-Québec pour l'exportation de son électricité aux États-Unis augmente de 1 milliard, portant le dépassement à 50 % du montant prévu au départ. Le coût d'explosion des projets d'infrastructure pour transporter cette énergie en est la principale cause.

- Le prix de plusieurs matériaux nécessaires à la construction de postes et de lignes électriques a fortement augmenté au cours des dernières. C'est le cas pour l'acier (+48%), pour les transformateurs de grande puissance (68%) et pour les câbles haute tension (78%).
- Cette situation inflationniste pourrait avoir des conséquences importantes sur les plans à long terme d'Hydro-Québec concernant la transition énergétique. Il faut cependant nuancer en mentionnant qu'il s'agit d'une dynamique mondiale où la planification de grands projets est difficile et souvent imprévisible.

Tournée médiatique de Claudine Bouchard

La PDG d'Hydro-Québec, Claudine Bouchard, a entrepris sa première grande tournée médiatique à la suite de son allocution devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain le 19 novembre, qui a culminé par sa participation à l'émission Tout le monde en parle le 23 novembre. Mme Bouchard a réitéré l'importance du Plan d'action 2035 dans la stratégie économique et énergétique du Québec, tout en soulignant le rôle central des énergies renouvelables, en particulier l'énergie éolienne, dans le mix énergétique québécois.

- Elle a insisté sur l'importance des partenariats avec l'industrie énergétique québécoise afin de réaliser les ambitions significatives d'Hydro-Québec en matière d'éolien.
- Mme Bouchard a également souligné la nécessité de maintenir les coûts de production bas, ce qui se traduit par des tarifs plus faibles, en notant la valeur de l'approvisionnement local « lorsque cela est possible ».

GAZ NATUREL, GAZ NATUREL RENOUVELABLE, CAPTAGE DE CARBONE, HYDROGÈNE ET BIOCARBURANTS

Le ministre Hodgson se dit ouvert à un projet de GNL au Québec

Le ministre fédéral des Ressources naturelles et de l'Énergie, Tim Hodgson, a réitéré que son gouvernement demeure ouvert à un projet de terminal de gaz naturel liquéfié sur la Côte-Nord, un projet présenté par la société norvégienne Marininvest, à condition que le gouvernement du Québec le supporte.

- M. Hodgson indique que le gouvernement fédéral ne souhaite pas outrepasser la province dans un éventuel processus décisionnel concernant ce projet. De même, il indique qu'il est encore trop tôt pour qu'il soit considéré comme un projet d'intérêt national.
- Il demeure néanmoins convaincu que ce type de projet pourrait créer des débouchés commerciaux importants pour le Canada et le Québec, particulièrement en Europe, où le gaz naturel liquéfié canadien pourrait être utilisé par plusieurs alliés.

Deepsky lance ses travaux de captage de carbone à Thetford Mines

La société québécoise Deepsky a débuté plus tôt en octobre des travaux en vue de débiter une phase d'expérimentation afin d'enfouir du carbone dans les sols. La société considère que la région de Thetford Mines constitue l'une des zones les prometteuses au monde pour faire de la capture de carbone.

- Cette phase d'expérimentation servira à mieux comprendre comment le procédé de capture de carbone interagit avec l'environnement des sols.
- Les technologies de capture du carbone font partie des stratégies des gouvernements du Québec et du Canada dans les efforts de transition énergétique.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Plus de révélations sur les ambitions nucléaires d'Hydro-Québec

Harvard Business School a publié plus tôt en octobre une étude de cas qui révèle plusieurs détails concernant la réflexion d'Hydro-Québec afin de recourir de nouveau à l'énergie nucléaire dans son mix énergétique.

- L'étude mentionne qu'Hydro-Québec a sérieusement envisagé d'entamer une nouvelle étape dans le processus de réouverture de la centrale Gentilly-2, lorsque les études concernant la faisabilité d'une telle opération ont souligné qu'il n'y aurait pas d'obstacles majeurs à recommencer la production d'électricité.
- Invitée à réagir, la société d'État mentionne une fois de plus que ce type d'énergie ne sera pas dans le mix énergétique de la province d'ici 2035, mais que l'avancée des technologies pourrait faire en sorte que l'énergie nucléaire soit de nouveau utilisée au Québec d'ici 2050.

ÉNERGIE ÉOLIENNE ET SOLAIRE

Un nouveau projet éolien au Bas-Saint-Laurent

Le premier ministre François Legault a annoncé le 18 novembre qu'un nouveau projet éolien verra le jour dans la région du Bas-Saint-Laurent, et sera le fruit d'une entente qui réunit l'Alliance de l'énergie de l'Est, la Première Nation Wolastoqiyik Wampanoag et Hydro-Québec. Baptisée Wetsok, ce nouveau projet pourrait mener à des investissements pouvant atteindre 4,5 milliards de dollars.

- Québec estime que les 1500 MW pourraient être générés dans un territoire couvrant les MRC de Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup et Témiscouata.
- Afin de répondre à certaines critiques récentes concernant les effets du développement cumulé de projet éolien sur le territoire et les communautés, les partenaires s'engagent à suivre une démarche structurée pour soutenir une croissance responsable de la filière, tout en tenant compte de l'évolution du réseau de transport.

Mise en service du parc éolien Apuiat

Un premier parc éolien entre officiellement en service sur la Côte-Nord : le projet Apuiat, développé en partenariat par la société Boralex et la communauté innue de Uashat mak Mani-utenam, est composé de 34 éoliennes pouvant générer jusqu'à 200 mégawatts d'électricité.

- Il s'agit d'un premier partenariat qui se concrétise avec la Nation innue, qui estime que le projet génèrera des retombées importantes et à long terme pour les communautés.
- L'énergie produite par Apuiat sera achetée par Hydro-Québec via un contrat d'achat d'une durée de 30 ans. L'énergie produite permettra d'alimenter environ 150 000 foyers.